



**HAL**  
open science

## **La Révolution irlandaise (1916-1923) : entre espoir et désillusion**

Olivier Coquelin

► **To cite this version:**

Olivier Coquelin. La Révolution irlandaise (1916-1923) : entre espoir et désillusion. Passerelles et impasses, SOFEIR, Mar 2004, Rennes, France. pp.47-58. <hal-02397884>

**HAL Id: hal-02397884**

**<https://hal.science/hal-02397884v1>**

Submitted on 6 Dec 2019

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

## LA REVOLUTION IRLANDAISE (1916-1923) : ENTRE ESPOIR ET DESILLUSION \*

Olivier Coquelin  
Université de Bretagne Occidentale

Publié dans : Yann Bévant et Stéphane Jousni (dir.), *Passerelles et impasses*, Le Faouët, Liv'Éditions, 2007, p. 47-58

De la deuxième moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle à la fin de la Guerre Civile en 1923, l'Irlande démontra à maintes reprises qu'elle était encline à la rébellion. Ainsi en fut-il principalement du domaine politique, certes au travers de mouvements révolutionnaires tels que les Irlandais Unis, la Jeune Irlande, les *Fenians* et l'IRA, mais aussi sur le mode de la résistance passive incarnée notamment par les grands rassemblements qu'organisa la *Repeal Association* de Daniel O'Connell, au début des années 1840. Mais rebelle, l'Irlande l'était en outre sur le terrain social, lequel se déclinait en deux dimensions :

– l'une, agraire, s'illustra par de sempiternels troubles perpétrés, dès les années 1760, par des sociétés secrètes, tels les *Whiteboys* ; puis, entre autres, par la *Land League* de Michael Davitt, entre 1879 et 1882, jusqu'à la Révolution de 1916-1923 qui vit la paysannerie pauvre se rendre maîtresse de domaines agricoles en certaines parties du pays ;

– l'autre dimension concernait une sphère industrielle qui, elle aussi, connut son lot de troubles, que ce fût sous la forme de grèves générales, comme celles de Belfast en 1907 et de Dublin en 1913, ou par l'établissement de soviets au cours de la période révolutionnaire.

Pourtant, depuis la fin de la Guerre Civile en 1923, l'Etat irlandais n'aura guère été le théâtre d'agitations sociales ou politiques de grande ampleur, susceptibles d'ébranler un tant soit peu l'ordre établi – la campagne contre les annuités foncières dues à la Grande-Bretagne, menée de 1926 à 1932, faisant sans doute figure d'exception. Est-ce à dire du coup qu'antérieurement au conflit fratricide, les diverses révoltes irlandaises s'étaient présentées comme de simples « protestation(s) obscure(s) qui n'engage(aient) ni systèmes ni raisons », pour reprendre les termes d'Albert Camus à propos de la dualité conceptuelle

---

\* Communication au Congrès de la SOFEIR, « Passerelles et Impasses », Université de Rennes II, 19 mars 2004.

révolte/révolution<sup>1</sup> ? Autrement dit, bien qu'indubitablement rebelle, l'Irlande pouvait-elle à l'époque passer pour authentiquement révolutionnaire ? Si l'on ajoute foi à l'acception courante du principe de révolution, compris comme rupture avec l'ordre existant (quelle que soit d'ailleurs la nature de l'ordre : politique, social, économique, moral...), alors il apparaît difficile de répondre autrement que par l'affirmative<sup>2</sup>. L'on serait même en droit, concernant l'Irlande, de parler de tradition révolutionnaire, laquelle puiserait sa source :

– d'une part, chez des séparatistes républicains en rupture avec un ordre politique (impérial), fondé sur la subordination de l'Irlande à la couronne britannique ;

– d'autre part, dans un mouvement agraire qui, dès la fin des années 1870, œuvra essentiellement pour l'instauration du système de propriété paysanne, se situant par là-même en rupture avec un ordre social (quasi féodal), connu comme le « landlordisme ».

Or, dans le cadre de la Révolution irlandaise de 1916-1923, le politique eut tendance à reléguer l'économique et le social au second plan, à partir notamment de l'idée – traditionnelle du reste au sein du nationalisme irlandais orthodoxe, toutes obédiences confondues – que de la seule et unique émancipation politique dépendait la prospérité économique du pays ainsi que le règlement de tous les problèmes sociaux. Fort de cette croyance, et au-delà de toute considération purement patriotique, l'ensemble des Irlandais – en dehors bien entendu des bastions unionistes du nord-est du pays – apporta, d'une manière ou d'une autre, sa caution à la lutte de libération nationale. Sauf qu'une fois éteint le feu des combats, les aspirations n'ayant pas été globalement satisfaites, l'espoir fit graduellement place à la désillusion, en particulier au sein des couches populaires.

Cet article se propose donc de démontrer que le refus des séparatistes républicains d'inscrire la Révolution irlandaise dans une perspective socio-économique bien définie, ouvrit la voie à la domination des éléments les plus conservateurs de la société, dont les intérêts ne coïncidaient pas toujours avec ceux d'un peuple « sud »-irlandais, en proie au désenchantement au lendemain de la mise en place de l'Etat Libre d'Irlande. Il conviendra, pour ce faire, d'analyser le parcours à la fois stratégique et idéologique des protagonistes irlandais de cette période tourmentée.

Les historiens s'accordent généralement pour faire remonter les origines de la Révolution irlandaise à l'insurrection avortée de Pâques 1916, laquelle avait été l'œuvre des miliciens séparatistes des *Irish Volunteers*, alliés au bataillon ouvrier de James Connolly, l'*Irish Citizen*

*Army*. Une insurrection qui, à défaut d'avoir détruit l'édifice impérial, avait sorti l'orgueil national de sa torpeur, consécutivement à la répression sanglante opérée contre des chefs rebelles ayant pourtant essuyés, dans un premier temps, les critiques acrimonieuses de l'opinion publique. Bien qu'il ne prît aucune part directe au soulèvement de 1916, le *Sinn Fein* allait néanmoins apparaître comme le grand bénéficiaire de cette vague montante de patriotisme<sup>3</sup>.

Créée en 1905, l'organisation d'Arthur Griffith se voulait à l'origine une synthèse quintessenciée des traditions constitutionnelle et révolutionnaire issues du nationalisme irlandais, au travers notamment du principe de désobéissance civile<sup>4</sup> – ou encore de résistance passive – présenté, en premier lieu, sous les traits d'un refus des députés irlandais de siéger à Westminster pour se constituer en parlement autonome à Dublin, lequel parlement instaurerait des institutions locales destinées à rendre caduque toute ingérence britannique dans les affaires irlandaises. De la sorte, toujours d'après Griffith, l'Irlande acculerait à coup sûr les autorités impériales à lui concéder de nouveau son autonomie, cette fois sur le modèle austro-hongrois de la « Double Monarchie », instituée en 1867<sup>5</sup>. Mais, pour que l'émancipation de l'Irlande fût absolue, il fallait en outre, estimait Griffith, mener une politique d'industrialisation, par le biais de mesures protectionnistes adéquates, inspirées du concept de nationalisme économique cher au théoricien allemand, Friedrich List<sup>6</sup>.

L'incontestable influence du *Sinn Fein* sur les esprits les plus radicalement nationalistes de l'époque n'en faisait pourtant pas une formation de masse, capable de bousculer un tant soit peu l'hégémonie électorale de l'*Irish Parliamentary Party* de John Redmond, hors Ulster s'entend<sup>7</sup>. Du reste, le *Sinn Fein* semblait tellement inoffensif, de par le peu de crédit dont il jouissait auprès de l'opinion publique, que, pour dénigrer de la façon la plus sarcastique qu'il fût les miliciens séparatistes des *Irish Volunteers*, la presse proche des parlementaires autonomistes en vint à employer la formule « *Sinn Fein Volunteers* », à partir de septembre 1914 – c'est-à-dire au moment de la rupture au sein des *Volunteers* entre les partisans de Redmond (largement majoritaires), désireux de participer à l'effort de guerre britannique sous l'appellation d'*Irish National Volunteer Force*, et la frange séditeuse dominée par l'*Irish Republican Brotherhood* (IRB) qui conserva le nom d'origine<sup>8</sup>. Rien d'étonnant, du coup, à ce que la Rébellion de Pâques 1916 fût baptisée la « *Sinn Fein Insurrection* », alors même que Griffith s'y était fermement opposé<sup>9</sup>.

En fait, l'organisation de Griffith ne devait vraiment tirer profit du brusque retournement de l'opinion publique autour de son nom qu'en février 1917, lors de l'élection à la députation du comte Plunkett, sous l'étiquette *Sinn Fein*<sup>10</sup>. A partir de là, tout s'enchaîna : les adhésions affluèrent pour atteindre les 250 000 membres en octobre 1917 ; puis, le même mois, toutes les organisations d'obédience séparatiste se rassemblèrent pour se fédérer au sein d'un *Sinn Fein*, désormais connu comme le « nouveau » ou le « second » *Sinn Fein* – par opposition à l'« ancien » ou au « premier » *Sinn Fein* de Griffith –, avec à sa présidence Eamon de Valera, en lieu et place de Griffith, relégué à la vice-présidence<sup>11</sup>. D'un groupuscule sur le déclin, le *Sinn Fein* était donc en passe de se transformer en un véritable mouvement de masse, en cette fin d'année 1917. Ce qui, du reste, devait se confirmer au moment des élections législatives de décembre 1918, lesquelles virent les séparatistes triompher dans 73 circonscriptions sur 105, aux dépens de l'*Irish Parliamentary Party* qui ne remporta que six sièges contre 83 lors du précédent scrutin de 1910<sup>12</sup>.

Conformément à la stratégie de l'abstention parlementaire prônée par le *Sinn Fein* originel, les députés séparatistes se réunirent en *Dail Eireann* (Assemblée d'Irlande) et ratifièrent l'établissement de la République d'Irlande, le 21 janvier 1919 – soit le jour où le bras armé du *Sinn Fein*, à savoir les *Irish Volunteers*, déclencha dans le comté de Tipperary ce qu'il fut convenu d'appeler la Guerre d'Indépendance<sup>13</sup>. Au cours des mois qui suivirent son instauration, la *Dail* constitua un gouvernement national et procéda à la mise en place de ses propres organes administratifs et économiques, dans les comtés passés sous le contrôle politique et militaire du mouvement séparatiste<sup>14</sup>. Résultat : la plupart des conseils locaux se soumirent à l'autorité du parlement républicain<sup>15</sup> ; des tribunaux d'arbitrage furent établis pour rendre la justice dans le respect des lois britanniques (et locales)<sup>16</sup> de l'époque, indépendamment de la juridiction officielle<sup>17</sup> ; les *Volunteers* – se faisant désormais appelés *Irish Republican Army* (IRA) – se substituèrent en maints endroits à la police royale pour y maintenir (ou y rétablir) l'ordre public et faire appliquer les décisions prises par les tribunaux de la *Dail*<sup>18</sup> ; une banque agraire fut créée afin d'accélérer le processus de rachat des exploitations agricoles – selon les termes de la loi agraire de 1903<sup>19</sup> – par le biais de prêts mis à la disposition des fermiers irlandais<sup>20</sup>.

Par ailleurs, lors de sa séance inaugurale, la *Dail* avait adopté un programme de démocratie sociale, plus connu comme le Programme Démocratique. Son caractère socialisant avait d'abord été l'œuvre des dirigeants syndicaux, Thomas Johnson et William O'Brien,

auteurs d'une version originale trop subversive aux yeux des députés du *Sinn Fein*, lesquels avaient alors chargé l'un des leurs, Sean T. O'Kelly, de l'expurger de ses aspects les plus socialement révolutionnaires<sup>21</sup>. Toutefois, même sous sa forme édulcorée, le programme soumis au parlement républicain semblait poser les jalons d'une transformation socio-économique radicale. Une profession de foi pour le moins progressiste, donc, que pourtant jamais la *Dail* ne devait mettre en application, que ce fût pendant ou après la Guerre d'Indépendance ; et ce pour au moins deux raisons.

Il convient d'abord de préciser que le *Sinn Fein* avait jeté son dévolu sur la stratégie visant à gagner la communauté internationale à sa cause. Or, pour ce faire, l'organisation séparatiste décida de concentrer son activité révolutionnaire essentiellement sur la sphère politique. Son but : démontrer à la face du monde la capacité des Irlandais à se gouverner eux-mêmes – c'est-à-dire sans l'entremise d'une aide ou d'une tutelle extérieure – de façon à la fois responsable et respectable, en dépit de la violence dont faisait œuvre l'IRA contre les institutions impériales. Ses méthodes : éradiquer tout ce qui, d'une manière ou d'une autre, viendrait ternir l'image plutôt rassurante d'une Irlande souveraine où rien de vraiment fondamental ne changerait du point de vue socio-économique<sup>22</sup>.

Mais acquérir les bonnes grâces de l'opinion publique mondiale ne suffisait apparemment pas. Il fallait, en outre, ne pas prendre le risque de s'aliéner les milieux conservateurs irlandais les plus omnipotents – à l'exclusion bien entendu des unionistes –, qu'incarnaient certes l'Eglise catholique, mais surtout les catégories aisées de la société dont le soutien financier à la cause nationale était ressenti comme primordial<sup>23</sup>. Sans oublier non plus que, depuis 1914, la majorité des agriculteurs irlandais avaient, d'une part, eu accès à la propriété de leur terre, en vertu de la réforme agraire de 1903, et d'autre part, tiré grand profit de la hausse du prix des produits agricoles, relative aux besoins substantiels engendrés par la Grande Guerre. Une fraction importante de la paysannerie devenue plus ou moins prospère, donc, et que l'on retrouva de surcroît à l'avant-garde du combat indépendantiste<sup>24</sup>. Ce qui, en toute logique, n'incitait guère les responsables républicains à se faire les chantres d'un quelconque bouleversement socio-économique. Au contraire, non contente de ne pas mettre en œuvre le Programme Démocratique, la *Dail* s'employa à réduire à néant – avec l'IRA pour adjuvant – tout acte de rébellion susceptible de porter atteinte à l'ordre social existant. Et le moins que l'on puisse dire, c'est que les actes de ce genre furent légion au cours de la Guerre d'indépendance : instauration de soviets dans le domaine industriel ; saisies de domaines

agricoles par des petits tenanciers et des paysans « sans-terre », autrement dit par des laissés-pour-compte de la loi agraire de 1903 ; grèves organisées par des ouvriers agricoles dans les grands domaines de l'est du pays... Tel apparut en contrepoint de la lutte pour l'indépendance l'essentiel d'une agitation sociale, porteuse selon la *Dail* du germe de la discorde et du dévoiement dans les rangs de la nation irlandaise. Sauf que, pour nombre de ces agitateurs, il s'agissait surtout de faire-valoir leurs aspirations socio-économiques dans la perspective d'une Irlande politiquement affranchie<sup>25</sup>.

En fait, c'est de ces conflits de classe en milieu rural que devaient naître la banque agraire et les tribunaux d'arbitrage de la *Dail*, prévus pour justement empêcher que la question sociale ne détournât l'esprit du peuple irlandais de la guerre de libération nationale. Une justice révolutionnaire qui, dans la majeure partie des cas – il importe de le souligner –, rendait ses verdicts en faveur des propriétaires terriens, et donc contre les fauteurs de troubles avides de terres<sup>26</sup>, révélant par là-même la nature conservatrice de la stratégie politique du *Sinn Fein*. Or si tel fut la posture de la grande majorité des députés séparatistes, pourquoi alors avoir adopté à l'unanimité, en janvier 1919, un Programme Démocratique pourtant dépouillé, en principe, de toute intention conservatrice ? Tout simplement parce qu'il fallait pour des raisons encore une fois stratégiques s'attirer les faveurs du prolétariat organisé, dont le soutien à la lutte de libération avait aux yeux de la *Dail* autant de valeur que celui des nantis, que ce fût sur le plan international (en vue de plaider la cause de l'Irlande à la Conférence internationale socialiste réunie à Berne en 1919) ou au niveau national (par le biais de grèves destinées à entraver la bonne marche des institutions impériales, à l'instar de celle déclenchée en avril 1918 au moment de la crise de la conscription)<sup>27</sup>. Du reste, dès décembre 1917, de Valera avait admis que les séparatistes ne sauraient libérer le pays sans le concours des travailleurs. D'où cet appel que leur avait lancé le président du *Sinn Fein* : « Nous invitons les travailleurs à se joindre à nous en vue de libérer le pays ». Et de Valera de rajouter : « Lorsque les travailleurs auront libéré ce pays – du moins contribué à le libérer – ils pourront prétendre à leur part du patrimoine national »<sup>28</sup>. D'autres allocutions de ce type furent ultérieurement prononcées, lesquelles, à n'en pas douter, surent convaincre tous ces travailleurs urbains – avec et sans affiliation syndicale – qui, à partir de 1918, se rangèrent sous la bannière des *Irish Volunteers*<sup>29</sup>. Or justement, malgré la présence de travailleurs syndiqués dans ses rangs, jamais le bras armé du mouvement séparatiste ne devait accorder son action révolutionnaire au moindre programme socio-économique – au même titre

d'ailleurs que le *Sinn Fein*. Contrairement à ce dernier, toutefois, les *Volunteers* avaient une conception plus militaire que politique de la résistance nationale, héritée de la tradition *Fenian* qu'insuffla une direction, il est vrai, dominée par l'IRB<sup>30</sup>. Leur stratégie était celle dite de « la force physique » qui, durant la Guerre d'Indépendance, prit la forme non pas d'un combat frontal, comme en avril 1916, mais d'une guérilla essentiellement rurale – faite d'embuscades, d'attentats et d'exécutions (d'espions, d'informateurs, d'agents britanniques...) –, destinée à détruire de l'intérieur la machine politique, administrative et économique de la couronne britannique, de telle manière à faciliter l'épanouissement d'institutions parallèles, placées sous les auspices d'une *Dail* œuvrant dans la clandestinité<sup>31</sup>.

Certes, il y eut tout de même des actes, des paroles et des écrits pour exprimer ou refléter un ou des points de vue de nature autre que politico-militaire. Ainsi en fut-il notamment des quelques éléments socialistes (ou socialisants) membres de l'IRA, tels Peadar O'Donnell et Liam Mellows, mais aussi de certains miliciens républicains affiliés à des syndicats qui, à ce titre, prirent une part plus ou moins active dans les divers troubles sociaux de l'époque<sup>32</sup>. Sauf que, dans l'ensemble, les activistes de l'IRA ne savaient pas au juste, en cette période révolutionnaire, pour quel ordre social ils combattaient, à l'image de ce que devait écrire plus tard l'un de leurs leaders, Ernie O'Malley, dans son ouvrage de souvenirs : « Nous n'avions qu'une vague idée de la forme ou de la direction que pouvaient prendre nos efforts dans la sphère sociale »<sup>33</sup>. De sorte que, lorsque les unités républicaines intervenaient officiellement dans les conflits sociaux, elles le faisaient le plus souvent pour s'ériger en protectrices de la propriété privée, moins par adhésion au *statu quo*, que pour éradiquer tout ce qui pouvait semer la division dans les esprits imprégnés de nationalisme – en particulier la lutte des classes<sup>34</sup>. Déclenchée en juin 1922, la Guerre Civile entre pro et anti-Traité anglo-irlandais ne vint guère modifier l'orientation jusque-là prise par l'ensemble des forces révolutionnaires :

- avec d'un côté, des troupes régulières de l'Etat Libre d'Irlande qui s'employèrent à réprimer toutes luttes à caractère socio-économique ;

- et d'un autre, des troupes irrégulières de l'IRA qui ne cherchèrent nullement à tirer avantage de ces mêmes luttes, pourtant organisées par des paysans pauvres ou des travailleurs industriels pour la plupart acquis à leur cause<sup>35</sup>.

Tout cela renvoie à la question suivante : la Révolution irlandaise répondit-elle en définitive aux attentes de l'ensemble de la population des 26 comtés du Sud du pays ? A la

lumière des faits, il est permis d'en douter, dans la mesure où l'établissement de l'Etat Libre d'Irlande ne profita vraiment qu'aux catégories sociales les plus aisées parmi toutes celles qui l'avaient cautionné, lors des élections législatives de juin 1922<sup>36</sup>. En effet, qu'ils fussent industriels, gros exploitants agricoles, issus des milieux financiers ou des professions libérales, tous aspiraient au maintien des relations économiques avec le voisin britannique, fondées sur le libre-échange, au rebours justement de la doctrine protectionniste d'Arthur Griffith. C'est pourquoi, jusqu'au début des années 1930, ils firent pression sur la fraction du *Sinn Fein* favorable au Traité – connue comme le *Cumann na nGaedheal* (Communauté des Irlandais) à partir de 1923 – qu'ils contribuèrent à porter au pouvoir dès 1922. Ils obtinrent satisfaction – du moins jusqu'à la fin des années 1920 – d'autant plus facilement que le *Sinn Fein* pro-Traité s'était retrouvé idéologiquement orphelin, suite au décès de son maître à penser, Griffith, en août 1922<sup>37</sup>.

Mais si le libre-échange servait les intérêts des gros fermiers et des industriels exportateurs, en revanche il constituait *a priori* une entrave au développement des petits paysans et des petits fabricants dont la production destinée au marché intérieur aurait, selon eux, tiré bénéfice de mesures protectionnistes les préservant de la concurrence internationale<sup>38</sup>. Par ailleurs, d'après un accord tacite passé entre les autorités des deux îles en 1923, les paysans irlandais ayant contracté un emprunt pour l'achat de leur terre, devaient continuer à régler leurs annuités foncières à la Grande-Bretagne, sous peine de poursuites judiciaires en cas d'insolvabilité. Ce qui, du reste, eut pour effet de raviver le mécontentement en certaines parties du pays, à partir de 1926 – et ce jusqu'en 1932<sup>39</sup>. Quant aux travailleurs industriels, loin de recevoir leur part du « patrimoine national » – comme le leur avait plus ou moins promis de Valera –, ils virent plutôt leurs conditions de vie se dégrader graduellement, tout au long des années 1920<sup>40</sup>.

La voie était donc ouverte à l'expression d'un sentiment de profond désarroi qui se traduisit notamment par une recrudescence de l'émigration de masse et une tendance à la résignation et au nihilisme qu'entretint une Eglise catholique aux pouvoirs désormais renforcés<sup>41</sup>. En somme, la Révolution irlandaise déboucha sur l'établissement d'une indépendance politique partielle et sur le maintien du *statu quo* économique et social, lesquels bénéficièrent surtout aux couches supérieures de la société. Ce qui fit dire à Kevin O'Higgins, ministre de la justice du premier gouvernement de l'Etat Libre : « Nous fûmes probablement les révolutionnaires les plus conservateurs à avoir mené à bien une révolution »<sup>42</sup>.

## Bibliographie

- Adams, M., *Censorship – the Irish Experience*, Dublin, Scepter Books, 1968.
- Barry, T., *Guerrilla Days in Ireland*, Tralee, Anvil Books, 1969.
- Boyce, D. G., *Nationalism in Ireland*, London, Routledge, 1995.
- Camus, A., *L'Homme révolté*, Paris, Gallimard, 1951.
- Coogan, T. P., *The IRA*, London, Pall Mall Press, 1970.
- Costello, F., « Labour, Irish Nationalism, and the Social Order During the Anglo-Irish War », *The Canadian Journal of Irish Studies*, Vol.17, N° 2, December 1991.
- Curtis, L., *The Cause of Ireland*, Belfast, Beyond the Pale Publications, 1994.
- Dail Debates*, 1 March 1923, Vol. 2.
- Dictionnaire de la pensée politique*, Paris, Hatier, 1989.
- English, R., *Radicals and the Republic : Socialist Republicanism in the Irish Free State (1925-1937)*, Oxford, Clarendon Press, 1994.
- Faligot, R., *La Résistance irlandaise, 1916-2000*, Rennes, Terre de Brume, 1999.
- Fitzpatrick, D., « The Geography of Irish Nationalism », *Past and Present*, N° 78, 1978.
- Freeman's Journal*, 4 June 1920.
- Garvin, T., *The Evolution of Irish Nationalist Politics*, Dublin, Gill and Macmillan, 1981.
- Griffith, A., *The Resurrection of Hungary : A Parallel for Ireland, with Appendices on Pitt's Policy and Sinn Fein*, Dublin, Whelan and Son, 1918 (première publication : 1904).
- Guillaume, A., *L'Irlande : une ou deux nations ?*, Paris, PUF, 1987.
- Halévy, E., *Histoire du peuple anglais au XIX<sup>e</sup> siècle – Epilogue I : Les Impérialistes au pouvoir (1895-1905)*, Paris, Hachette Littérature, 1975 (première publication : 1926).
- Hart, P., *The IRA and its Enemies – Violence and Community in Cork, 1916-23*, Oxford, Oxford University Press, 1998.
- Irish Opinion*, 1 December 1917.
- Joannon, P., *Histoire de l'Irlande*, Paris, Plon, 1973.
- Johnson's Papers (NLI – MS 17124).
- Kemmy, J., « The Limerick Soviet », *The Irish Times*, 9 May 1969.
- Kostick, C., *Revolution in Ireland – Popular Militancy, 1917-23*, London, Pluto Press, 1996.
- Kotsonouris, M., « Revolutionary Justice – The Dail Eireann Courts », *History Ireland*, Autumn 1994.

- Laffan, M., « The Unification of Sinn Fein in 1917 », *Irish Historical Studies*, Vol. 17, 1970-71.
- McCartney, D., « The Political Use of History in the Work of Arthur Griffith », *Journal of Contemporary History*, Vol. 8, 1973.
- Mitchell, A., *Labour in Irish Politics (1890-1930)*, Dublin, Irish University Press, 1974.
- Morgan, A., and Purdie, B. (eds.), *Ireland – Divided Nation, Divided Class*, London, Ink Links, 1980.
- Munck, R., *Ireland – Nation, State, and Class Struggle*, London, Westview Press, 1985.
- Murphy, J. A., *Ireland in the Twentieth Century*, Dublin, Gill and Macmillan, 1975.
- O’Beirne-Ranelagh, J., « The IRB From the Treaty To 1924 », *Irish Historical Studies*, Vol.20, 1976-77.
- O’Broin, L., *Revolutionary Underground : The Story of the Irish Republican Brotherhood, 1858-1914*, Dublin, Gill and Macmillan, 1976.
- O’Hegarty, P. S., *The Victory of Sinn Fein*, Dublin, The Talbot Press, 1924.
- O’Luing, S., « Arthur Griffith (1871-1922) – Thoughts on a Century », *Studies*, Vol. 60, Summer 1971.
- O’Malley, E., *On Another Man’s Wound – A Personal History of Ireland’s War of Independence*, Boulder, Robert Rinehart Publishers, 1999 (première publication : 1936).
- O’Shannon, C., « The 1919 Democratic Programme », *The Irish Times*, 31 January, 1, 2 February 1944.
- O’Sullivan, N. (ed.), *Revolutionary Theory and Political Reality*, Brighton, Wheatsheaf Books, 1983.
- Rufflé, I., *Du néocolonialisme au dragon celtique : croissance et dépendance de l’économie irlandaise au XX<sup>e</sup> siècle*, Thèse de doctorat non publiée, soutenue le 18 décembre 2002 à l’Université de Rennes II.
- Rumpf, E., and Hepburn, A., *Nationalism and Socialism in Twentieth Century Ireland*, Liverpool, Liverpool University Press, 1977.
- Strauss, E., *Irish Nationalism and British Democracy*, Westport, Greenwood Press, 1975.
- Walker, B. M. (ed.), *Parliamentary Election Results in Ireland, 1801-1922*, Dublin, Royal Irish Academy, 1978.
- Williams, D. (ed.), *The Irish Struggle (1916-1926)*, London, Routledge and Kegan Paul, 1966.

<sup>1</sup> Albert Camus, *L'Homme révolté*, Paris, Gallimard, 1951, p. 140.

<sup>2</sup> Sur le concept de révolution, voir notamment Noël O'Sullivan, « An Introductory Essay – Revolution and Modernity », Michael Freeman, « Revolution as a Subject of Science », dans Noël O'Sullivan (ed.), *Revolutionary Theory and Political Reality*, Brighton, Wheatsheaf Books, 1983, p. 3-22, p. 23-40.

<sup>3</sup> P. S. O'Hegarty, *The Victory of Sinn Fein*, Dublin, The Talbot Press, 1924, p. 3-5.

<sup>4</sup> On doit l'expression de « désobéissance civile » au philosophe radical américain, Henry David Thoreau (1817-1862). Celle-ci incarne, en règle générale, tout acte de résistance non-violente à des autorités, des lois ou des politiques considérées comme injustes ou pernicieuses pour le bien-être de l'humanité. Elle peut être aussi un moyen de pression en faveur de réformes destinées à faire respecter, notamment, la démocratie, la justice sociale ou les droits de l'homme. Outre Thoreau, Léon Tolstoï (1828-1910), Gandhi (1869-1948) et Martin Luther King (1929-1968) devaient compter parmi les plus grands adeptes de la désobéissance civile. Plus méconnues, les théories d'Arthur Griffith n'en influencèrent pas moins Gandhi et ses disciples. (Pour une première approche conceptuelle, voir notamment *Dictionnaire de la pensée politique*, Paris, Hatier, 1989, p. 172-174 ; Sean O'Luing, « Arthur Griffith (1871-1922) – Thoughts on a Century », *Studies*, Vol. 60, Summer 1971, p. 127-128).

<sup>5</sup> Arthur Griffith, *The Resurrection of Hungary : A Parallel for Ireland, with Appendices on Pitt's Policy and Sinn Fein*, Dublin, Whelan and Son, 1918 (première publication : 1904), p. 80, p. 89, p. 139-164.

<sup>6</sup> *Idem*, p. 123-126, p. 142-150.

<sup>7</sup> Si, en 1909, l'organisation de Griffith compta jusqu'à 128 sections dans tout le pays, à la veille de la Rébellion de Pâques 1916, il ne lui en restait plus qu'une seule à Dublin, réduite à la portion congrue autour de son hebdomadaire, *Nationality*. (P.S. O'Hegarty, *op.cit.*, p. 7 ; Tom Garvin, *The Evolution of Irish Nationalist Politics*, Dublin, Gill and Macmillan, 1981, p. 116-117).

<sup>8</sup> P.S. O'Hegarty, *ibidem*.

<sup>9</sup> *Ibid* ; Donal McCartney, « The Political Use of History in the Work of Arthur Griffith », *Journal of Contemporary History*, Vol. 8, 1973, p. 15.

<sup>10</sup> Michael Laffan, « The Unification of Sinn Fein in 1917 », *Irish Historical Studies*, Vol. 17, 1970-71, p. 357-359.

<sup>11</sup> *Idem*, p. 368, p. 375-376.

<sup>12</sup> Brian M. Walker (ed.), *Parliamentary Election Results in Ireland, 1801-1922*, Dublin, Royal Irish Academy, 1978, p. 177-182, p. 185-191.

<sup>13</sup> D. George Boyce, *Nationalism in Ireland*, London, Routledge, 1995, p. 322-323 ; Liz Curtis, *The Cause of Ireland*, Belfast, Beyond the Pale Publications, 1994, p. 309-310.

<sup>14</sup> Sur le plan intérieur, la domination politique du mouvement séparatiste atteignit son acmé en janvier et en juin 1920, lorsque le *Sinn Fein* remporta largement les diverses élections locales : 88 conseils communaux sur 127, 182 conseils de districts ruraux sur 206, 28 conseils de comtés sur 33 étaient désormais placés sous administration républicaine – les autres étant dominés par les unionistes dans le nord-est de l'île. Quant à l'IRA, elle réussit au cours de cette même année 1920 à contrôler militairement jusqu'à 21 comtés. (André Guillaume, *L'Irlande : une ou deux nations ?*, Paris, PUF, 1987, p. 109 ; Roger Faligot, *La Résistance irlandaise, 1916-2000*, Rennes, Terre de Brume, 1999, p. 22).

<sup>15</sup> P.S. O'Hegarty, *op.cit.*, p. 35-36.

<sup>16</sup> En effet, certaines décisions de justice s'inspirèrent également des « anciens codes de droit irlandais » (la loi des Brehons) ainsi que du droit romain et de la jurisprudence continentale. (André Guillaume, *op.cit.*, p. 108 ; Tom Garvin, *op.cit.*, p. 127).

<sup>17</sup> Sur les tribunaux patronnés par la *Dail*, voir Mary Kotsonouris, « Revolutionary Justice – The Dail Eireann Courts », *History Ireland*, Autumn 1994, p. 32-36 ; André Guillaume, *idem*, p. 108-109.

<sup>18</sup> Ainsi, par exemple, dans le *Freeman's Journal* du 4 juin 1920, l'on pouvait lire la liste de toutes les activités policières et judiciaires de l'IRA et du *Sinn Fein* depuis le 15 avril jusqu'au 2 juin 1920. (*Freeman's Journal*, 4 June 1920, p. 3).

<sup>19</sup> La loi Wyndham de 1903 – du nom du secrétaire d'Etat aux affaires irlandaises, George Wyndham, qui la proposa – permettait aux tenanciers de faire l'acquisition de leur ferme, par le truchement de prêts remboursables à l'Etat en 68 annuités et demi, à 3,25 % d'intérêt. Par cette réforme agraire, prenaient officiellement fin plusieurs siècles de landlordisme, auquel se substituait le système dit de propriété paysanne. (Elie Halévy, *Histoire du peuple anglais au XIX<sup>e</sup> siècle – Epilogue I : Les Impérialistes au pouvoir (1895-1905)*, Paris, Hachette Littérature, 1975 (première publication : 1926), p. 374-377).

<sup>20</sup> André Guillaume, *op.cit.*, p. 109.

<sup>21</sup> Patrick Lynch, « The Social Revolution That Never Was », dans Desmond Williams (ed.), *The Irish Struggle (1916-1926)*, London, Routledge and Kegan Paul, 1966, p. 47. Pour le Programme Démocratique original, voir « Thomas Johnson's draft of the Democratic Programme as submitted at their Request to the Sinn Fein Leaders, January, 1919 », dans Thomas Johnson's Papers (NLI – MS 17124). Sur toutes les modifications apportées au texte d'origine, voir notamment l'article consacré au Programme Démocratique de l'un des leaders du mouvement ouvrier irlandais de l'époque, Cathal O'Shannon, « The 1919 Democratic Programme », *The Irish Times*, 31 January, 1, 2 February 1944, p. 3.

<sup>22</sup> Erhard Rumpf, Anthony Hepburn, *Nationalism and Socialism in Twentieth Century Ireland*, Liverpool, Liverpool University Press, 1977, p. 24-25.

<sup>23</sup> David Fitzpatrick, « The Geography of Irish Nationalism », *Past and Present*, N° 78, 1978, p. 119.

- <sup>24</sup> Patrick Lynch, *op.cit.*, p.41 ; Francis Costello, « Labour, Irish Nationalism, and the Social Order During the Anglo-Irish War », *The Canadian Journal of Irish Studies*, Vol.17, N° 2, December 1991, p. 16.
- <sup>25</sup> Roger Faligot, *op.cit.*, p. 22-24 ; Arthur Mitchell, *Labour in Irish Politics (1890-1930)*, Dublin, Irish University Press, 1974, p. 136-137 ; John A. Murphy, *Ireland in the Twentieth Century*, Dublin, Gill and Macmillan, 1975, p. 10-11 ; John Hoffman, « The Dialectic Between Democracy and Socialism in the Irish National Question », dans Austen Morgan, Bob Purdie (eds.), *Ireland – Divided Nation, Divided Class*, London, Ink Links, 1980, p. 141-143.
- <sup>26</sup> Ainsi en fut-il notamment entre le 15 avril et le 2 juin 1920 : sur au moins 17 conflits agraires, relevés par le *Freeman's Journal*, le 4 juin 1920 (en certaines occurrences le journal ne précisa pas le nombre des affaires à traiter), les tribunaux de la *Dail* prononcèrent six jugements en faveur des propriétaires terriens et un seul au bénéfice des parties en litige ; par contre pour les autres procès, le quotidien se contenta d'annoncer leur tenue. (*Freeman's Journal*, 4 June 1920, p. 3. Sur ce thème, voir également Emil Strauss, *Irish Nationalism and British Democracy*, Westport, Greenwood Press, 1975, p. 265 ; Liz Curtis, *op.cit.*, p. 327 ; Ronnie Munck, *Ireland – Nation, State, and Class Struggle*, London, Westview Press, 1985, p. 103).
- <sup>27</sup> John A. Murphy, *op.cit.*, p. 9 ; Francis Costello, *op.cit.*, p. 13.
- <sup>28</sup> Rapporté dans *Irish Opinion*, 1 December 1917, p. 4. « We ask labour to join with us to free the country [...]. when Labour frees this country – helps to free it – Labour can look for its own share of its patrimony ».
- <sup>29</sup> En janvier 1919, la milice pouvait compter sur 29 196 hommes dans le cadre de la lutte de libération nationale à venir. Une popularité qui, d'ailleurs, ne se démentit jamais au cours des trois années suivantes, qu'illustre justement un effectif d'environ 112 650 Volontaires à la veille de la Guerre Civile. (David Fitzpatrick, *op.cit.*, p. 129 ; John O'Beirne-Ranelagh, « The IRB From the Treaty To 1924 », *Irish Historical Studies*, Vol.20, 1976-77, p. 33).
- <sup>30</sup> Leon O'Broin, *Revolutionary Underground : The Story of the Irish Republican Brotherhood, 1858-1914*, Dublin, Gill and Macmillan, 1976, p. 178, p. 180 ; Tim Pat Coogan, *The IRA*, London, Pall Mall Press, 1970, p. 44.
- <sup>31</sup> David Fitzpatrick, *op.cit.*, p. 114-122, p. 130.
- <sup>32</sup> Notons, en guise d'exemple, que lors de la grève générale de Limerick, qui vit les travailleurs instaurer un soviet entre le 13 et le 27 avril 1919, l'IRA contribua à approvisionner clandestinement la ville en nourriture. Il faut dire aussi que le déclenchement du conflit résulta de l'évasion, le 6 avril, de l'un des chefs de l'IRA locale, Robert Byrne, au lendemain de laquelle les autorités firent placer l'agglomération de Limerick sous commandement militaire, avec obligation de posséder un laissez-passer pour accéder à la ville. (Sur le soviet de Limerick, voir notamment Connor Kostick, *Revolution in Ireland – Popular Militancy, 1917-23*, London, Pluto Press, 1996, p. 70-88 ; James Kemmy, « The Limerick Soviet », *The Irish Times*, 9 May 1969, p. 14). C'est également dans le comté de Cork que, pendant la Révolution, un certain nombre de combattants républicains s'engagèrent, de façon sporadique et le plus souvent à titre individuel, aux côtés d'ouvriers en grève ou de fermiers en conflit avec leur propriétaire, surtout lorsque ce dernier appartenait à la catégorie des « ennemis de la république ». (Peter Hart, *The IRA and its Enemies – Violence and Community in Cork, 1916-23*, Oxford, Oxford University Press, 1998, p. 146-147 ; Tom Barry, *Guerrilla Days in Ireland*, Tralee, Anvil Books, 1969, p. 17).
- <sup>33</sup> Ernie O'Malley, *On Another Man's Wound – A Personal History of Ireland's War of Independence*, Boulder, Robert Rinehart Publishers, 1999 (première publication : 1936), p. 323. « We could not see any definite social shape or direction to our efforts ».
- <sup>34</sup> Connor Kostick nous révèle, à ce propos, qu'à la suite d'un conflit qui tourna à l'avantage d'ouvriers agricoles du comté de Meath, en mars 1922, malgré l'intervention de l'IRA en faveur de leurs employeurs, le Syndicat des Fermiers de Meath lança une collecte pour financer des miliciens républicains, désormais perçus comme des alliés. Plus loin dans son étude, Kostick relate comment l'IRA contribua à réduire à néant, en juin 1922, l'action des ouvriers de Tipperary, organisés en soviets. (Connor Kostick, *op.cit.*, p. 188-189).
- <sup>35</sup> Connor Kostick, *op.cit.*, p. 179-198 ; Tim Pat Coogan, *op.cit.*, p. 47-48 ; Pierre Joannon, *Histoire de l'Irlande*, Paris, Plon, 1973, p. 272-273.
- <sup>36</sup> Les législatives de juin 1922 virent la victoire de la fraction du *Sinn Fein* favorable au Traité (emmenée par Collins et Griffith) avec 58 élus contre seulement 36 pour sa rivale anti-Traité (emmenée par de Valera). Par ailleurs, la nouvelle *Dail* comprenait 17 travaillistes, sept députés du parti des fermiers, six indépendants et quatre unionistes du *Trinity College*. (Brian M. Walker (ed.), *op.cit.*, p. 104-108).
- <sup>37</sup> Isabelle Rufflé, *Du néocolonialisme au dragon celte : croissance et dépendance de l'économie irlandaise au XX<sup>e</sup> siècle*, Thèse de doctorat non publiée, soutenue le 18 décembre 2002 à l'Université de Rennes II, p. 35, p. 41-42, p. 53.
- <sup>38</sup> *Idem*, p. 34.
- <sup>39</sup> Richard English, *Radicals and the Republic : Socialist Republicanism in the Irish Free State (1925-1937)*, Oxford, Clarendon Press, 1994, p. 86-95.
- <sup>40</sup> Isabelle Rufflé, *op.cit.*, p. 49.
- <sup>41</sup> Dans les années 1920, le taux d'émigration fut plus important que lors des deux premières décennies du XX<sup>e</sup> siècle (*ibidem*). Quant à la puissance politique et sociale de l'Eglise catholique irlandaise, elle s'exprima par l'intermédiaire de l'Etat, dès les années 1920, avec notamment la promulgation de lois censoriales telles que la *Censorship of films Act* (Loi sur la censure des films) de 1923 et la *Censorship of publications Act* (Loi sur la censure des publications) de 1929. (Michael Adams, *Censorship – the Irish Experience*, Dublin, Scepter Books, 1968, p. 17, p. 39-63).
- <sup>42</sup> *Dail Debates*, 1 March 1923, Vol. 2, Col. 1909. « We were probably the most conservative-minded revolutionaries that ever put through a successful revolution ».